

Bartłomiej Nowotarski

De nouvelles constitutions dans les nouvelles démocraties

Depuis les débuts de 1974, lorsque le général Ernesto Gaisel junte brésilienne se rendit, et peu après étaient des dictatures brisés au Portugal et en Grèce, à ce jour 90 pays se sont dirigés de port de la dictature à la démocratie. Pour ces périlleux voyage va un grand optimisme, mais souvent peu pessimiste. Optimiste, c'est que à ce moment près de 1 milliard 400 millions de personnes a retrouvé la liberté avec la dignité et de l'influence sur le sort de leurs pays et sociétés. Pessimiste, cependant, est que seulement environ 27% d'entre eux ont réussi à consolider leurs démocraties. Dans cet article, je tiens à partager avec les lecteurs de l'expérience polonaise et tunisienne dans la construction des institutions démocratiques mondiales.

La démocratie ne peut pas dicter

L'expérience mondiale a confirmé l'évidence, que les transformations les plus efficaces ont eu lieu où il y avait un avantage précis élites prodémocratique, mais seulement si elles ont été divisées en mode de consensualisme. Ce n'est pas possible de mettre une démocratie bien équilibrée dicté par un camp politique dominante, même si c'est le camp pro-démocratie, qui était en Pologne, par exemple, «Solidarność». En Pologne, la première bonne semiprésidentiel constitution en 1992, était cree pendant des conditions de formation de l'opposition dans l'ex-mouvement «Solidarność» et de la concurrence, les partisans du président Lech Walesa, avec des partisans de l'ancien Premier ministre Tadeusz Mazowiecki. Il était également dans le processus de développement constitutionnel, la rivalité des pouvoirs entre les autorités: le Président et les deux chambres du parlement. Auparavant, à la suite d'une marginalisation politique complète d'anciens communistes, la Pologne a menacé de dicter la «Solidarité», où, bien entendu, très peu de gens comprennent l'essence de la démocratie qui est rivalite, et donc la capacité pour un transfert pacifique du pouvoir dans les mains de l'opposition. Bien qu'à cette époque nous, nous sommes sentis déçus par les divisions politiques et la perspective de

perdre du gouvernement, du point de vue actuel, il est clair que datant de l'Ancien Régime Constitution (similaire à celle de l'époque de Ben Ali, avec un président très fort et la loi de la majorité parlementaire électorale) ferait de Walesa et "Solidarność" l'hégémonie politique depuis de nombreuses années. Pourtant, la consolidation de la démocratie sont également évalués après la première, deuxième et en particulier la rotation réussie pacifique du pouvoir dans les mains de l'opposition.

Cependant, vous pouvez aussi rejoindre un exemple plus spectaculaire de la consolidation démocratique réussie que la Pologne, qui se trouve à la fin au milieu de l'Europe, et donc, après le continent de l'expérience démocratique. C'est la Mongolie. Il n'avait pas vraiment le droit d'aller. Puissant (trois fois plus grande que la France), un pays avec seulement 2,6 millions de personnes, la vie la moitié dans le capital de Oulan-Bator. Une fois complètement dépendants de Moscou comme un satellite, l'effroyable, bien en dessous du PIB 2000 \$ par habitant. En outre, étant un voisin des dictatures mêmes. Mais cela a fonctionné. Parce que la réponse à des manifestations de masse en 1990, a rejeté la répression et consensuel divisé en trois fractions de l'élite (deux post-communiste et une libérale) ont mis en place le premier gouvernement de coalition jamais et a commencé à se disputer la constitution. Un conflit entre les partisans du système présidentiel et parlementaire était grande et déplacé dans le débat social impulsif. L'effet, cependant, était que le Grand Khoural (Parlement) a voté en 1992 le système semi présidentiel basée sur une forte, comme dans le parlement modèle, le parlement et le président datant de l'élection générale et qui ont un droit de veto forte. Le système est méprendre qui protégerait contre la domination de direction arrière polonaise (président ou Premier ministre) sur le modèle de la dictature communiste Dzedenbal parce qu'il craignait la présentation extrêmement simple de ces chef d'Etat solitaire à la Russie et la Chine. Ce qui est également caractérisé ce modèle de la constitution a commencé à se protéger contre le phénomène, enracinée là à cause de "la balançoire" vote des électeurs, la domination écrasante d'un parti au parlement. Avantage moyen de gagner la partie jusqu'en 2004, il y avait en fait 84% des mandats de députés. La prospérité de l'expérience démocratique en Mongolie peut être prouvé également la participation directe étonnante entre les citoyens, qui atteint une moyenne de 80% dans les élections législatives, et même 98% à l'élection présidentielle. Après la Mongolie montre que, comme société, il veut, il peut construire une démocratie relativement stable, même suggérer que les conditions structurelles de l'échec d'une telle entreprise. Ainsi, comme dans le cas de la Pologne, et la

Mongolie a construit une démocratie bien équilibrée, parce que les élites pro-démocratiques ont été également partagées, mais aussi axée sur le dialogue.

Pour ce point de vue, on pourrait craindre un peu plus sur le processus de démocratisation en Tunisie. Le fait que Al. Nahda a remporté les élections législatives, avec mon point de vue polonais, il est naturel et évident. Mais plus encore, cependant, le camp gagnant est de la responsabilité historique d'être représentatif des divisions sociales du travail sur une nouvelle constitution démocratique. Malheureusement, cette soi-disant problème mondial. "Rotten door" transitions (par opposition à «hard door" transitions), où les dirigeants ont obtenus au cours de la dictature de la "pourriture" que sur la puissance de retour ne sont plus en mesure de fournir de précieux, mais a décidé d'assouplir l'opposition dans les autres groupements ou loin de la politique. La chose est que le nouveau post-révolutionnaire du camp, si y en a un presque toujours d'essayer d'écrire une constitution et d'autres droits fondamentaux »pour eux-mêmes", à la tentation facile simple réélection ou de maintenir le gouvernement pour plus longtemps. À ces fins, il crée aussi une assez clair et simple pour permettre à la discrétion à la disposition du droit. Oubliant que vient une fois dans une autorité démocratie dans les mains de l'opposition. Dans les années 90 du siècle dernier a abouti à la soi-disant. "non cooperative" transitions en Argentine, la République du Sud. L'Afrique et d'autres pays en Afrique subsaharienne comme en Europe: en Roumanie, la Serbie et la Croatie. Bien sûr, dans la construction de la démocratie par l'autorité responsable empêche également trop grand, et l'influence plus dominante sur le processus de transition au cours de la dictature de l'élite dirigeante. Touché directement sortir de la junte militaire au Brésil, en particulier le Chili, où le général Pinochet a obtenu la constitution, à travers la configuration de la seconde chambre de l'influence «enclaves des parlementaires autocratique des décisions de l'État (y compris le budget de l'armée) et son impunité, pendant des années.

Dans le processus de conception d'une nouvelle constitution de deux choses semblent être le plus important. Tout d'abord, la promulgation de la soi-disant. «Moment constitutionnel», donc si il y a le soutien du public pour le processus de transition et de l'Assemblée constituante, dont il prépare. Deuxièmement, l'obtention de l'approbation d'un projet de constitution en une élite politique majeur. Parce que ce sont l'élite dans la pratique permettra de déterminer son efficacité ou de sabotage. Et nous devons nous rappeler que la consolidation de la démocratie, nous pouvons parler seulement lorsqu'ils sont entre les acteurs sociaux de base et les élites il ya un consensus que nous avons tous jouer le même jeu - la

démocratie. Que nul ne vais essayer de poursuivre leurs intérêts de toute autre manière. Expérience polonaise à cet égard peut être instructif. Pour la Pologne nous avons fait tant d'erreurs, autant que possible, ou même plus. En 1990, il a perdu le «moment constitutionnel» (le même qui est arrivé plus récemment en Biélorussie, l'Ukraine et la Russie), avec le résultat que, entre les années 1989 à 1997, nous avons eu trois constitutions, et l'impression que chaque équipe peut essayer de décision de l'adapter à leurs propres ambitions politiques. L'expérience mondiale est d'accord avec le processus transactionnel de la constitution de décision, et donc à chaque fois essayer d'utiliser la position de départ des politiciens (par exemple, les anciens secrétaires du Parti communiste premières et des présidents des parlements socialistes) à se battre pour la meilleure position et la plus grande influence à l'avenir. Malheureusement, trop de gens «Solidarité» pensait alors qu'ils sont les seuls suffisent à assurer une Pologne démocratique. Rien ne pouvait être plus éloigné de la vérité. Mais la vraie démocratie est une démocratie constitutionnelle. Je n'arrêtais pas d'entendre qu'il est encore temps! Comme il s'est avéré rapidement - nous n'avons pas eu. Polonaise moment constitutionnel cependant, a duré jusqu'à environ 1,5 ans. D'autre part, il faut dire que, tout le temps que nous apprenions de leurs erreurs et de réagir à l'évolution de la situation politique dans le pays. Un référendum? Bien sûr, parce que la constitution doit avoir une légitimité démocratique forte de son existence, de sorte que quelqu'un est encore en train de changer. Cela donne de la stabilité d'un régime démocratique. Et d'ailleurs, du fait même de l'annonce du référendum constitutionnel mobilisés (à travers les partis politiques) le débat public.

Quelle Constitution?

Élites prodémocratique eux-mêmes ne suffisent pas. Péniblement révélé à construire la démocratie en Irak, en Afghanistan et en Bosnie. Transformation et modernisation sont nécessaires (dans l'économie, l'éducation, de la société civile), et au début essentiellement institutionnelle. Tout d'abord, pour combattre l'érosion de la démocratie, avec laquelle la jeune démocratie aux prises dès le début. Et à qui, comme l'expérience dans le monde entier enseignées étaient:

1) ne pas tenir compte ou de violation du principe de «séparation des pouvoirs" (va par l'autorité législative ou le droit à l'auto-décisions annonçant le référendum par les présidents d'Amérique latine, l'Asie centrale et la Biélorussie, la Russie et l'Ukraine);

2) la domination excessive de l'exécutif (les présidents des républiques des gouvernements présidentielles et législatives), ce qui entraîne souvent dans la pratique, les tentatives de paralyser la démocratie saints puissance mécanisme de contrôle »de freins et contrepoids», y compris la dépréciation de la position des parlements et du pouvoir judiciaire, en particulier le droit constitutionnel;

3) l'admission au syndrome «parti dominant» (comme l'ancien parti de Ben Ali), détruisant le pluralisme des partis et des options sociales.

La réponse à ces dangers communs pour les jeunes démocraties dans les pays d'Europe centrale et Europe de l'Est (mais aussi en Mongolie), qui ont réussi à construire une bonne démocratie est devenue système essentiellement semi présidentiel, mais la logique de fonctionnement parlementaire. C'est le président élu par la vote populaire, cependant, manque clairement de la compétence d'interférer avec le gouvernement actuel, dont seul le gouvernement devrait avoir correspondant seulement au Parlement, non pas le président (pas de confiance). Ce système a pris huit à 11 pays (les autres sont purement régimes parlementaires). Indices professionnels et la qualité du degré de consolidation de la démocratie (Bertelsmann, Nation Dans Transit) donner les plus hautes notes ici semi présidentiels modèles alternatifs: slovène, polonais et slovaque République (après 1998) et dans les républiques parlementaires: la République tchèque et l'Estonie. Et dans le classement mondial, les dix premiers nouvelles démocraties, dont la moitié était des régimes semi présidentiel, et sur le dessus (sauf l'Uruguay et l'Espagne): la Slovénie, le Portugal et la Pologne. Et pas très loin derrière la Mongolie. Pourquoi? À mon avis, d'abord, parce que le système semi présidentiel dans cette version est le mécanisme le plus raisonnable élargi "l'équilibre des pouvoirs" - freins et de contrepoids, qui protège le dos des dictatures, en dépit de l'apparition, ici et là, des tentatives de pratiques autocratiques. Deuxièmement, en plus, avec des applications dans la plupart des système électoral proportionnel est protégée en tant que juste (ce qui est extrêmement important pour les entrées de la démocratie) la répartition du pouvoir politique entre les différentes options sociales. Troisièmement, à l'exception de la République Tchèque, il a été décidé dès que possible la décentralisation du pouvoir par des élections générales aux autorités locales (municipalités), les fixer avec des budgets indépendants, et donc l'indépendance de leurs capitales. Malheureusement, alors que trop souvent nous avons oublié qu'il ya aussi l'érosion de la démocratie d'une manière similaire, voire identique à celui au niveau central.

En résumé, il apparaît que les jeunes démocraties, y compris l'Afrique du Nord, ou il est à espérer, le Moyen-Orient en particulier, devraient éviter les modèles de l'élection présidentielle (en dehors de la personne des États-Unis ont réussi, en raison du manque de respect pour «la séparation des pouvoirs»), mais aussi britannique version parlementaire (échec complet de l'application de ce modèle en Afrique sub-saharienne), et le mélange irresponsable à la fois (par exemple, le président à la fois du Premier ministre), en plus des règles fixées par les variantes semi présidentiel fondée sur la logique parlementaire. Nous devons constamment garder à l'esprit, encore une fois je souligne que la faille une fois de base que les pays arabes et l'communistes était l'impossibilité de la chambre de rotation décision. Une démocratie, c'est ça. En outre, le consentement des règles de base régissant les élites sur la liberté des médias, l'existence et les activités des organisations sociales et les autorités locales de remplir les conditions pour la consolidation de la démocratie avec succès.

Note à propos de l'auteur: Bartłomiej Nowotarski (Pologne)

M. Nowotarski est un juriste de droit constitutionnel et politologue à l'Université de l'Economie à Wrocław . Il était l'un des leaders des grèves d'étudiants anticomunistes en 1981 et l'Organisation étudiants indépendant affilié à la «Solidarność» le mouvement. Il a été emprisonné en 1982, après Marshall Law a été introduite.

Il a servi comme secrétaire de la commission constitutionnelle du Parlement polonais après la percée démocratique. Il est l'un des auteurs du projet de la constitution polonaise et politique nouvelle loi sur les partis ainsi que l'auteur de la loi polonaise électoral parlementaire. Il a servi comme adjoint au maire de la ville de Wrocław pour cinq ans et a été conseiller municipal de seize ans.

Il a co-fondé l'Institut pour les études islamiques en Pologne et est un expert au Centre européen de "Solidarność" et l'Institut polonais des affaires publiques. Ses principaux intérêts sont en transition vers la démocratie à travers le monde et institutionnelle (constitutionnelle) de conception pour les jeunes démocraties, en particulier dans les pays à majorité musulmane. Son livre le plus récent est: Comment construire et comment détruire les démocraties: L'étude sur la consolidation des jeunes démocraties dans les 20e et 21e siècles.

Il est l'ancien président du club de football Premiership - "Śląsk" Wrocław.